

COMITE SOCIAL

PRINCIPE DE L'EGALITE DE SALAIRE POUR UN TRAVAIL EGAL ENTRE LA
MAIN D'OEUVRE MASCULINE ET FEMININE

Délégation des Pays-Bas : Document de travail

Le présent document s'inspire des cinq documents mentionnés dans le mandat du Sous-Comité de rédaction (E/AC.7/W.19, E/650, E/657, E/659/Rev.1, E/AC.7/67). Un seul passage de ce document semble recueillir un accord pratiquement unanime. Dans les passages où les divers textes proposés sont très différents, la délégation néerlandaise laisse le choix entre deux textes ou propose une variante entre crochets []. La délégation des Pays-Bas précise bien qu'il s'agit d'un document de travail et qu'elle se réserve le droit de s'opposer à tous passages qu'elle estimerait superflus ou contraires à l'esprit de coopération internationale grâce auquel on devrait aboutir à la meilleure solution possible d'une question qui relève en dernier ressort de la juridiction nationale des Etats Membres.

Le présent document contient les modifications apportées au texte anglais dans le document E/AC.7/W.23/Rev.1

RECEIVED

3 MAR 1948

UNITED NATIONS
ARCHIVES

PROJET DE RESOLUTION

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

1. AYANT PRIS ACTE du point inscrit à son ordre du jour sur la demande de la Fédération syndicale mondiale et concernant le principe de l'égalité de salaire pour un travail égal entre la main-d'oeuvre masculine et féminine ainsi que du mémorandum présenté à propos de cette question par la Fédération;
2. AYANT PRIS NOTE également de la résolution que la Commission de la condition de la femme a soumise au Conseil au sujet du principe de l'égalité de salaire pour un travail égal entre la main-d'oeuvre masculine et féminine ;
3. TENANT COMPTE également du fait que la Commission des droits de l'homme a décidé d'inscrire ce principe dans le projet de déclaration internationale des droits de l'homme (article 24 (2))
4. REAFFIRME le principe de l'égalité des droits des hommes et des femmes déjà formulé dans le Préambule de la Charte des Nations Unies, ainsi que le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de qualité égale entre la main-d'oeuvre masculine et féminine.
5. INVITE les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à contribuer par tous les moyens qui sont à leur disposition à établir, notamment dans les services publics et administratifs, le principe de l'égalité des salaires de la main-d'oeuvre masculine et féminine accomplissant un travail égal et cela sans distinction de nationalité, de race, de langue ou de religion.
6. DECIDE de transmettre avec approbation à l'Organisation internationale du Travail le mémorandum de la Fédération syndicale mondiale et d'inviter cette organisation à
7. a) Présenter (à la prochaine session
(à une prochaine session

(de la Commission de la condition de la femme
(du Conseil

8. i) Un rapport sur ce mémorandum en indiquant à quelles nouvelles études elle aura procédé sur les diverses questions qui font l'objet du mémorandum, et les mesures qu'elle aura prises à cet égard.

9. [ii) Un rapport sur les mesures qu'elle propose aux Gouvernements en vue de l'application des principes ci-dessus mentionnés.

10. [b) A consulter, lorsqu'elle rédigera (ce rapport , (le Conseil
(ces rapports

de tutelle, la Commission de la condition de la femme et) les organisations non gouvernementales intéressées de la catégorie A. I

11. RECOMMANDE aux gouvernements des Etats Membres des Nations Unies de collaborer avec l'Organisation internationale du Travail à (l'étude
(l'élaboration

de mesures pratiques en vue de l'application
de mesures pratiques en vue de l'application graduelle

du principe de l'égalité de salaire pour la main-d'oeuvre masculine et féminine.